

CE MONDE QUI BOUGE

Rébellion touareg
ou tentation d'un remodelage
géopolitique

Ce qui se passe aux frontières sud de l'Algérie interpelle. Ce qui n'était à l'origine qu'une rébellion contre un Etat central malien n'ayant pas tenu ses engagements envers la population targuie est en train de se traduire par une partition du Mali. Le MNLA (Mouvement de libération de l'Azawad (Nord Mali) revendique la création d'un Etat indépendant, un Etat que le chercheur et spécialiste de cette région, le Français André Bourgeot, définit comme étant «sans fondement géographique ni historique».



Par Hassane Zerrouky

Le MNLA, qui a assuré avant-hier que «la libération de l'Azawad contribuera à renforcer la sécurité, le développement et la paix pour une meilleure stabilité dans la zone saharo-sahélienne», n'est pas seul sur le terrain. Un autre groupe, aux visées radicalement différentes, Ansar Eddine, veut ni plus ni moins instaurer un Etat islamique.

Au-delà de la question de savoir si Aqmi a intégré Ansar Eddine, l'irruption de ce mouvement sur la scène malienne va certainement compliquer la donne dans les semaines et mois à venir, et ce, du fait justement que les objectifs des deux mouvements touaregs sont diamétralement opposés.

Le MNLA s'inscrit dans le cadre d'un remodelage politico-géographique, à savoir la création d'un Etat targui sur fond de partition du Mali. Ansar Eddine dirigé par Iyad Ag Ghali, ex-consul malien en Arabie saoudite, vise à instaurer un Etat islamiste sur tout le territoire malien.

Est-on dès lors en train d'assister à un processus de démembrement des Etats issus de la colonisation ? S'il est trop tôt pour répondre par l'affirmative, on notera toutefois que le déni identitaire pratiqué à l'endroit des minorités par les pouvoirs centraux au Mali, au Soudan et ailleurs, sur fond de sous-développement économique et culturel et de misère sociale résultant de la domination d'un capitalisme mondialisé, n'est pas étranger à l'irruption de ces violences de caractère ethnico-religieux qui menacent l'unité et la stabilité de nombreux pays.

Et sans tomber dans la théorie du «complot ourdi», on notera toutefois, du moins pour ce qui concerne le Mali, que cette soudaine violence a pour théâtre une région habitée par des minorités ethniques, dont le sous-sol regorge de richesses minérales et énergétiques. Il en est ainsi des sites d'uranium dans les régions du Kidal et de Gao qui viennent de tomber aux mains de la rébellion.

Et, dans le domaine des hydrocarbures, outre le site de Taoudenni où le groupe Total (France) exploite un gisement pétrolier — Sonatrach y est également présente — ou celui qu'ENI (Italie) met en valeur au nord de Tombouctou, il existe quatre autres sites non encore exploités — Tamesna, Ilumenden, Ditch Nara et Gao.

C'est dire ! Et qu'en est-il de l'Algérie qui partage avec le Mali une frontière de plus de 1 000 km ? A vrai dire, elle donne l'image d'un pays dont la diplomatie a été prise de court. Pourtant, l'Algérie savait que l'effondrement du régime libyen suite à l'intervention occidentale allait avoir des conséquences à ses frontières est et sud-est.

La plupart des combattants targuis étaient d'anciens soldats de l'armée de Kadhafi. Dans leur retraite vers le Mali et le Niger, ces soldats perdus (pas pour tous) ont eu le temps de puiser toutes sortes d'armes dans les arsenaux de Kadhafi. Ce qui leur a permis de lancer une offensive sur le Mali qui s'est traduite par la chute de Tombouctou et de Gao, et qui fait planer une menace sur Bamako.

Dès lors, outre les déclarations se bornant à condamner le coup de force des militaires maliens et à réclamer le retour à l'ordre républicain antérieur, la question est de savoir si l'Algérie est en mesure d'influer sur le cours d'événements qui touchent directement à sa sécurité nationale ! Une chose est sûre, après le Soudan, qui a vu sa partie sud se constituer en Etat indépendant, c'est le risque de voir le Mali disparaître en tant qu'Etat issu de la décolonisation avec en sus le risque d'une intervention internationale. La France de Sarkozy, en pleine campagne électorale, s'inquiète.

H. Z.

MALI
Une situation ouverte sur le pire

Le problème avec les guerres, c'est que, une fois déclenchées, on ne sait quand ni comment elles vont se terminer. C'est à cette vérité que la junte putschiste malienne est confrontée, elle qui a provoqué une situation dont les aboutissants semblent lui échapper totalement.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger

(Le Soir) - Mis sous embargo et objet de sanctions de la part notamment de la Cédéao et l'Union africaine (UA), le nouveau pouvoir militaire à Bamako éprouvait encore hier mercredi de la difficulté à se tirer d'impasse. Sa promesse de réunir une convention nationale, sans en fixer d'échéance précise, n'a pas rehaussé son image auprès des organisations régionales, continentales et internationales. Ces dernières maintiennent leur exigence d'un retour immédiat à l'ordre constitutionnel, mis en parenthèses le 22 mars dernier du coup d'Etat militaire et de la déposition de l'ancien président Amani Toumani Touré.

Le Conseil de sécurité de l'ONU travaille sur une déclaration de principe sur le Mali. Ceci alors que l'Union européenne (UE) a appelé mercredi à un «cessez-le-feu immédiat» dans le nord du Mali, estimant que la situation à Tombouctou est «source d'inquiétude». Cependant, l'Union européenne ne joue pas les va-t-en guerre. Si elle a suspendu son aide au développement au lendemain du coup d'Etat militaire du capitaine Amadou Sanogo, elle n'envisage pas de prendre des mesures ciblées contre la junte. L'Union européenne s'est déclarée plus préoccupée par la situation humanitaire induite par la confusion qui règne au Mali depuis le putsch militaire d'il y a une quinzaine de jours.

Sanogo, le capitaine
qui provoque le chaos ?

Le chef putschiste et ses compagnons semblent ne pas savoir quoi faire de leurs galons, à mesure que défilent les jours. Ils sont comme pris dans l'ébouleux qu'ils ont provoqué sans trop savoir comment s'en sortir.

Outre les sanctions qui ont plu sur le pouvoir non encore assis, ils subissent sans réagir la rébellion des Touaregs du nord du pays qui, dans une progression fulgurante, a mis la main sur l'ensemble du territoire de l'Azawad. Impuissante devant la déferlante touarègue au nord, la junte putschiste, frappée d'illégitimité et condamnée par la communauté internationale, s'est résignée mercredi à dénoncer la violation des droits de l'Homme dans les villes du nord du Mali, passées sous contrôle du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), notamment à Gao et Tombouctou.

Dépourvue de soutiens extérieurs, du moins aucun n'est assumé ouvertement pour l'heure, la junte militaire est dans la quadrature du cercle. Le temps joue en sa défaveur, en ce sens que les sanctions financières et diplomatiques que les Etats africains, notamment ceux de l'Ouest, lui ont imposées risquent de la sevrer du peu d'adhésion populaire dont elle a bénéficié. Déjà les effets de l'embargo se font ressentir chez les populations.



Photo : DR.

Le capitaine Amadou Sanogo

Elle est aussi handicapée par la dislocation de l'armée malienne entre soutien au putsch militaire et fidèles au président déposé. C'est d'ailleurs cette fébrilité militaire que le MNLA a exploitée pour mener son offensive militaire.

Le MNLA se démarque
de Ançar Eddine et Aqmi

Alors que certains médias occidentaux évoquaient mercredi le passage de la ville de Tombouctou sous le contrôle de l'organisation islamiste Ançar Eddine de Iyad Ag Ghali, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) a, dans un communiqué publié le jour même, infirmé qu'il a délogé de ses positions. Mieux encore, il a accusé l'AFP de mener une campagne d'intoxication et de désinformation.

«Le MNLA considère les dépêches AFP, reprises à travers le monde, comme une campagne d'intoxication et de désinformation», écrit le MNLA, ajoutant qu'il tient sa position face aux réseaux maf-

ieux et se démarque de l'organisation Ançar Eddine et autre qui se dressent sur le chemin de la libération de l'Azawad.» Le mouvement a rappelé également qu'il tient sa position dans la ville de Tombouctou et ailleurs.

Pour rappel, des informations diffusées depuis mardi soir ont fait état du contrôle de la ville de Tombouctou par les troupes de Ançar Eddine, une organisation qui prône l'instauration de la Charia, et la présence dans la ville de trois chefs d'Aqmi. En se démarquant de Ançar Eddine et autre Aqmi, des organisations qui ont appuyé son effort de guerre, le MNLA travaille assurément à rendre caduc l'argument de ceux qui auraient à l'idée de justifier une intervention militaire dans l'Azawad par la menace Al Qaïda. Mais en même temps, il ouvre un front avec les organisations islamistes qui activent à étendre leur bannière sur le nord du Mali et le Sahel en général. Le chaos n'est donc pas exclu.

S. A. I.

SANOGO ET LE NOUVEAU MONDE
L'Algérie et le nouveau tracé
des frontières - danger

C'est évident, clair comme l'eau de roche ou le sable du désert. Le rapport de force né après la Seconde Guerre mondiale n'est plus opérationnel aux yeux des maîtres du monde. La géographie va changer. La géographie a déjà changé. La géographie changera. Supposer que l'Algérie en est exempte serait illusoire.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

En quelques mois, la géographie a changé fondamentalement en Afrique et dans le monde dit arabe. Le Soudan est devenu deux, la Libye sera divisée au moins en quatre — l'actuel CNT ne sait plus d'ailleurs quelles puissances invoquer après l'Otan, la France et le Royaume-Uni. Les médias lourds occidentaux et Al-Jazeera, centre opérationnel médiatique de la CIA, ne nous disent pas ce qui se déroule au Yémen, ni à Bahreïn, ni au Liban. Hier Irak, Libye, Syrie, dans peu de temps, le Mali. Désormais, l'ordre nouveau est en marche. Le rapport de force né après 1945 est revu et corrigé.

On sait, seulement, que «les amis de la Syrie» veulent piétiner le plan Annan et les résolutions de l'ONU parce qu'ils

n'exigent pas le départ de Bachar Al Assad. En Turquie, il a été décidé d'armer, même si le communiqué officiel ne le mentionne pas, l'opposition déjà, sans ça, très bien outillée et se faisant épauler par une «armée de libération», argentée, aiguillonnée, entraînée, dirigée, contrôlée, avec une chaîne de commandement, des officiers, des sous-officiers, des soldats et des citoyens sacrifiés par milliers. Disposant, surtout, de cadres dirigeants experts en communication et squattant la plupart des plateaux télé qui comptent dans ce bas-monde. Les partitions et le nouveau tracé des frontières et le nouveau curseur de l'Occident sont, partout, à l'œuvre. Hier, en Irak, il n'en reste pas grand-chose, la Palestine d'après 67, déjà exsangue est triturée de telle façon qu'aucun Etat sérieux ne peut y être installée, même avec l'assentiment d'Israël.

La Palestine a disparu bien avant la proclamation de son indépendance formelle. A Ghaza, les islamistes ont installé une entité qui ne ressemble à rien, et à Ramallah, l'Autorité de Abou-Mazen est une véritable coquille vide, une illusion, un fantôme, un ectoplasme.

Partout en Orient, Proche, Moyen ou Extrême, la géographie cède de l'espace à la géopolitique, recule devant les nouveaux rapports de force, dessine les nouvelles frontières, désigne les nouveaux

enjeux, identifie les protagonistes et impose le nouveau. Aux frontières de l'Algérie, tout a changé. La Tunisie n'est plus celle d'avant, l'Égypte, notre meilleur ennemi, qu'on apprécie d'éliminer en Coupe du monde, n'existe plus politiquement. Doha a remplacé Charme Cheikh et Qatar, la finance, a supplanté l'Égypte-Camp David. La Libye, ah la Libye, l'introuvable Libye coincée entre le fédéralisme tribal et une vraie partition, Mesrata, Syrthe, Benghazi, Tripoli : de futurs Etats en guerre. Depuis une semaine, un capitaine d'armée, Sanogo de son nom, a chassé l'Etat, fait évaporer le pays. De Mali, il n'y a en point, présentement.

Azawad a pris un morceau, des salafistes d'Aqmi ont arraché un autre, à Gao, les gens se disputent la ville, Tombouctou, ex-perle du désert, est captive des rebelles. Le Mali n'est plus rien, même Bamako, la capitale, attend un conquérant. Sanogo ne tiendra pas, alors qu'il a promis de rétablir, sans rire, l'ordre constitutionnel. La crise du FLN est du pipi de chat par rapport au tremblement de terre futur qui atteindra l'Algérie. Elle en sera l'épicentre ou en subira des répliques, non négligeables. Croire, un seul instant, que les maîtres du monde ne s'occuperont pas de nous, serait une illusion. Une mortelle illusion.

A. M.